

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/201813]

## Extrait de l'arrêt n° 42/2015 du 26 mars 2015

Numéro du rôle : 5812

*En cause* : le recours en annulation de l'article 24 du décret de la Communauté française du 17 octobre 2013 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, introduit par Serge Maucourant et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 janvier 2014 et parvenue au greffe le 20 janvier 2014, un recours en annulation de l'article 24 du décret de la Communauté française du 17 octobre 2013 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale (publié au *Moniteur belge* du 28 octobre 2013) a été introduit par Serge Maucourant, Isabelle Jacquemin, Christine Bruyère, Claudine Snaps et Fatiha Ismaili, assistés et représentés par Me J. Bourtembourg et Me F. Belleflamme, avocats au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. La fonction de proviseur est l'une des cinq « fonctions de sélection » que peut exercer un membre du personnel enseignant exerçant ses fonctions dans un établissement d'enseignement secondaire organisé par la Communauté française auquel s'applique le décret de la Communauté française du 4 janvier 1999 « relatif aux fonctions de promotion et de sélection » (article 5, 2°, de ce décret).

B.2.1. L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de ce décret dispose maintenant :

« Tout membre du personnel directeur et enseignant, du personnel directeur et auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical nommé à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française dans une fonction donnant accès à une fonction de sélection ou de promotion, porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction donnant accès à la fonction de promotion ou de sélection considérée ainsi que du titre spécifique lorsqu'il est exigé pour la fonction de sélection ou de promotion considérée, peut y être nommé aux conditions suivantes :

1° exercer une fonction comprenant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes;

2° compter l'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction suivantes :

- pour l'accès à une fonction de sélection, respectivement six ans et deux ans;

- pour l'accès à une fonction de promotion, respectivement huit ans et six ans;

3° ne pas avoir encouru une peine disciplinaire, ni avoir fait l'objet d'un retrait de fonctions supérieures au cours des cinq années précédentes toutefois, il n'est pas tenu compte de la présente disposition lorsque le membre du personnel s'est vu attribuer la mention 'favorable' à l'issue de la seconde année de stage, telle que visée à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

4° avoir reçu au moins la mention 'bon' au dernier bulletin de signalement;

[...];

6° être titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer;

7° ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 91<sup>duodecies</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ».

B.2.2. L'article 12 du décret du 4 janvier 1999 dispose maintenant :

« Pour être nommés à la fonction de sélection de proviseur ou sous-directeur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de langues anciennes, de chef de travaux d'atelier, de chef d'atelier, de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, soit à la fonction de sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, soit à la fonction de directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur [,] soit à la fonction de professeur de cours généraux, de professeur de morale, de professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, de professeur de cours spéciaux, de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation par alternance, que ce soit dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, ou dans l'un et l'autre degrés [,] soit à la fonction de surveillant-éducateur, de surveillant-éducateur d'internat, d'éducateur-économiste, de secrétaire de direction et d'administrateur;

2° être porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur ».

B.2.3. L'article 19<sup>bis</sup> du décret du 4 janvier 1999 dispose maintenant :

« Les brevets de proviseur ou sous-directeur, de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, sont délivrés au terme de deux sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° Des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, l'animation du Conseil de participation, la gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (association de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations, etc.);

2° L'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires ainsi que le développement des capacités de gestion administrative ».

B.2.4. L'article 28 du décret du 4 janvier 1999 dispose maintenant :

« § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement invite, au moins tous les deux ans, les détenteurs des brevets en rapport avec les fonctions autres que celles visées aux articles 9, 13, 15 et 27 à introduire leur candidature en précisant les établissements où ils souhaitent être affectés. Ces candidats sont classés, pour chaque établissement choisi, selon leur ancienneté de service. Ils sont désignés, selon l'ordre de ce classement, d'abord dans les emplois vacants et à défaut, dans d'autres emplois disponibles. Les candidats ne peuvent pas indiquer d'ordre de priorité parmi les établissements auxquels ils souhaitent être affectés.

Lorsqu'aucun détenteur du brevet ne s'est porté candidat à un emploi de la fonction concernée dans un établissement, le Gouvernement désigne un membre du personnel d'un établissement de la Communauté française qui réunit les autres conditions visées à l'article 8.

Ce membre du personnel devient prioritaire sur tout autre candidat à une fonction de promotion ou de sélection pour l'établissement visé lorsqu'il devient détenteur du brevet et pour autant que l'emploi n'ait pas été, dans l'intervalle, attribué par réaffectation, rappel à l'activité de service, changement d'affectation ou désignation d'un candidat titulaire du brevet en rapport avec la fonction. Toutefois, le membre du personnel visé à l'alinéa 4 a priorité sur celui visé au présent alinéa.

Lorsque l'emploi occupé par un membre du personnel détenteur du brevet est attribué par réaffectation, rappel à l'activité de service ou changement d'affectation ou encore lorsque le titulaire de l'emploi reprend ses fonctions, le membre du personnel concerné est de nouveau affecté à un emploi pour lequel il s'était porté candidat, par priorité sur tout autre candidat.

Au cas où plusieurs titulaires du brevet qui ont subi une interruption de leur affectation conformément aux dispositions de l'alinéa 4 sont candidats au même emploi, ils sont désignés dans l'ordre de leur ancienneté de service.

Tout membre du personnel peut renoncer à sa nomination dans les 600 jours qui suivent sa première entrée en fonction de promotion ou de sélection. Tout membre du personnel désigné à titre temporaire peut renoncer à sa désignation à quelque moment que ce soit. Dans les deux cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut, pour assurer la continuité dans la fonction de sélection ou de promotion ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

§ 2. Le titulaire du brevet de promotion est nommé le 1<sup>er</sup> janvier dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent.

Le titulaire du brevet de sélection est nommé le 1<sup>er</sup> juillet dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois de janvier précédent.

Le titulaire du brevet qui ne peut pas être nommé dans l'emploi qu'il occupe peut solliciter sa nomination dans un emploi vacant autre que celui où il est affecté, pour autant que cet emploi ne soit pas attribué par réaffectation ou changement d'affectation ni déjà conféré à un autre titulaire du brevet ».

B.3.1. L'article 21bis du décret du 4 janvier 1999, inséré par l'article 74 du décret du 28 février 2013 « portant diverses dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française », disposait :

« § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 21, les membres du personnel qui occupent temporairement le 1<sup>er</sup> septembre 2012 un emploi de secrétaire de direction, sont nommés à titre définitif au 1<sup>er</sup> janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1° être de conduite irréprochable;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° avoir satisfait aux lois sur la milice;

4° être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec la fonction de secrétaire de direction et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter une ancienneté de service de 6 ans.

Cette ancienneté est calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

9° occuper un emploi vacant au 1<sup>er</sup> septembre 2012.

§ 2. Les membres du personnel qui occupent temporairement le 1<sup>er</sup> septembre 2012 un emploi d'éducateur économe ou d'éducateur chargé de la comptabilité, sont nommés à titre définitif au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1° être de conduite irréprochable;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° avoir satisfait aux lois sur la milice;

4° être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec les fonctions d'éducateur économe ou d'éducateur chargé de la comptabilité et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter une ancienneté de service de 6 ans.

Cette ancienneté est calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

9° occuper un emploi vacant au 1<sup>er</sup> septembre 2012;

10° avoir suivi ou dispensé une formation spécifique organisée par le Gouvernement ».

B.3.2. A cette dernière disposition, l'article 24 du décret de la Communauté française du 17 octobre 2013 « modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale » apporte les modifications suivantes :

« 1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, les mots ' aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ' sont remplacés par les mots ' à l'article 17 ';

2° dans le paragraphe 2, 6°, les mots ' aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ' sont remplacés par les mots ' à l'article 17 ';

3° l'article 21*bis* est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

' § 3. Par dérogation à l'article 19*bis*, les membres du personnel qui occupent temporairement le 1<sup>er</sup> septembre 2012 un emploi de sous-directeur ou de proviseur, sont nommés à titre définitif au 1<sup>er</sup> janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1° être de conduite irréprochable;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° avoir satisfait aux lois sur la milice;

4° être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec la fonction de sous-directeur ou proviseur et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter une ancienneté de service de 6 ans.

Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 17;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

9° occuper un emploi vacant au 1<sup>er</sup> septembre 2012. ' ».

B.4. Il ressort des développements de la requête portant le recours en annulation que la Cour est interrogée sur la compatibilité, avec les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, de l'article 21*bis*, § 3, 9°, du décret du 4 janvier 1999, en ce que cette disposition crée une différence de traitement entre deux catégories de personnes qui, le 1<sup>er</sup> septembre 2012, occupaient temporairement un emploi de proviseur : d'une part, celles qui occupaient un emploi vacant et, d'autre part, celles qui occupaient un emploi non vacant.

Les personnes appartenant à la deuxième catégorie seraient, par la disposition attaquée, privées du droit d'être nommées à titre définitif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, en application de l'article 21*bis*, § 3, du décret du 4 janvier 1999.

B.5. L'article 24, § 4, de la Constitution dispose :

« Tous les [...] membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié ».

B.6.1. Les deux premiers paragraphes de l'article 21*bis* du décret du 4 janvier 1999, cités en B.3.1, sont conçus comme des « mesures transitoires » au bénéfice de très nombreux membres du personnel qui n'ont pu obtenir le brevet requis pour l'exercice de la fonction qu'ils exercent depuis longtemps en raison de l'absence d'organisation des sessions de formation et des épreuves préalables à la délivrance de ce brevet (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 453/1, p. 12; *ibid.*, n° 453/3, p. 3). Ces mesures ont pour but de « régulariser ces situations » (*ibid.*, n° 453/1, p. 12).

Dans l'avis qu'elle a rendu le 19 novembre 2012 à propos de l'avant-projet de décret qui est à l'origine des deux premiers paragraphes de l'article 21*bis* du décret du 4 janvier 1999, la section de législation du Conseil d'Etat observait notamment :

« L'article 77 prévoit des mesures transitoires pour des nominations à titre définitif dans des emplois de secrétaire de direction (article 21*bis*, § 1<sup>er</sup>, en projet) et des emplois d'éducateur économe et d'éducateur chargé de la comptabilité (article 21*bis*, § 2, en projet) mais pas pour des nominations à des emplois de proviseurs et sous-directeurs, contrairement à ce qu'indique le commentaire de cet article. Interrogés sur cette discordance, les délégués de la ministre ont confirmé que les proviseurs et les sous-directeurs n'étaient pas concernés par les mesures transitoires en projet. Le commentaire de l'article sera adapté en ce sens et gagnerait à indiquer en outre les raisons pour lesquelles il n'est pas prévu de mesures transitoires pour les titulaires de fonctions de proviseurs ou de sous-directeurs ».

B.6.2. L'article 21*bis*, § 3, du décret du 4 janvier 1999, inséré par la disposition attaquée, est, d'abord, présenté comme une disposition qui « fait suite » à cet avis du Conseil d'Etat (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 523/1, p. 14).

Il est ensuite commenté dans les termes suivants :

« Après analyse, dans un souci d'équité, il est opportun de prévoir une disposition similaire pour les proviseurs et les sous-directeurs exerçant dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Il en va de même pour la date d'entrée en vigueur de la présente disposition.

En effet, le planning adopté par la Commission permanente de la sélection et de la promotion instituée conformément à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999 ne permet pas l'organisation de tous les brevets. Or, la Communauté française est tenue d'organiser un appel à la sélection et à la promotion tous les deux ans compte tenu des dispositions légales en la matière.

La présente disposition fait uniquement exception à la condition de formation. Les autres conditions requises pour la nomination à titre définitif sont les conditions habituellement appliquées » (*ibid.*, n° 523/1, pp. 14-15).

La ministre compétente relève aussi que « l'organisation d'épreuves n'est pas évidente et coûteuse » (*ibid.*, n° 523/3, p. 9).

B.7. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 21bis, § 3, du décret du 4 janvier 1999 que cette disposition a pour objectif de régulariser la situation de membres du personnel qui exercent depuis longtemps une fonction sans pouvoir y être nommés, faute d'être titulaires du brevet requis, en raison de l'absence d'organisation des sessions de formation et des épreuves préalables à la délivrance de ce brevet.

A cette fin, l'article 21bis, § 3, du décret du 4 janvier 1999 a pour effet que sont nommées à titre définitif des personnes qui ne sont pas titulaires du brevet de proviseur requis par la lecture combinée de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, et de l'article 12 de ce décret.

B.8. Parmi les membres du personnel qui, le 1<sup>er</sup> septembre 2012, exerçaient depuis longtemps la fonction de proviseur, mais qui ne pouvaient y être nommés à défaut d'avoir la possibilité d'obtenir le brevet requis, figurent tant des personnes qui occupaient temporairement un emploi vacant que des personnes qui occupaient temporairement un emploi disponible mais non vacant.

Ces dernières sont exclues du bénéfice de la « mesure transitoire » adoptée pour les proviseurs par la condition prévue par l'article 21bis, § 3, 9<sup>o</sup>, du décret du 4 janvier 1999.

B.9. Ni les travaux préparatoires du décret du 28 février 2013, qui insère les deux premiers paragraphes de l'article 21bis du décret du 4 janvier 1999, ni ceux du décret du 17 octobre 2013, qui insère le troisième paragraphe de cet article, n'indiquent la raison pour laquelle les nominations à titre définitif prévues par cet article sont réservées aux membres du personnel qui occupaient un emploi vacant.

B.10. L'un des grands changements introduits par le décret du 4 janvier 1999 concerne la « dévolution des emplois », décrite par l'article 28 de ce décret (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 1998-1999, n<sup>o</sup> 274-1, pp. 3 et 8), qui traduit l'idée que « le seul classement qui mérite d'être retenu est celui de l'ancienneté », puisque « [l]e brevet [a] pour objet de retenir tous les candidats capables d'exercer les fonctions et aucun autre » (*ibid.*, n<sup>o</sup> 274-1, pp. 3 et 8; *ibid.*, n<sup>o</sup> 274-9, p. 4).

Il n'est donc pas déraisonnable de supposer que, en l'absence d'épreuves destinées à vérifier les aptitudes des candidats à une fonction et à permettre la délivrance d'un brevet attestant de ces aptitudes, l'expérience acquise dans l'exercice d'une fonction permet de développer et de démontrer d'une autre manière la réalité de ces aptitudes.

B.11. La différence de traitement résultant de l'article 21bis, § 3, 9<sup>o</sup>, du décret du 4 janvier 1999 a pourtant notamment pour effet d'empêcher la nomination à titre définitif au 1<sup>er</sup> janvier 2013 de personnes qui, le 1<sup>er</sup> septembre 2012, occupaient un emploi non vacant de proviseur depuis plus longtemps que des personnes qui, à cette date, occupaient temporairement un emploi vacant de proviseur sans que cette occupation ne résulte d'un choix délibéré de la personne.

B.12. Compte tenu de ce qui est dit en B.10 et B.11, l'éventuel souci de ne pas nommer des membres du personnel dans des emplois non vacants de proviseur ne peut pas non plus justifier l'avantage réservé par la disposition attaquée aux personnes qui, le 1<sup>er</sup> septembre 2012, occupaient temporairement un emploi vacant de proviseur.

B.13. Dans ce contexte, la différence de traitement décrite en B.8 est dépourvue de justification raisonnable.

B.14. Le moyen est fondé.

B.15. L'annulation du seul article 21bis, § 3, 9<sup>o</sup>, du décret du 4 janvier 1999 aurait néanmoins pour effet immédiat d'entraîner la nomination définitive d'un certain nombre de personnes dans des emplois non vacants.

Il y a donc lieu d'annuler l'ensemble du paragraphe 3 de l'article 21bis de ce décret.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 21bis, § 3, du décret de la Communauté française du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, tel qu'il a été complété par l'article 24, 3<sup>o</sup>, du décret de la Communauté française du 17 octobre 2013 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 26 mars 2015.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux

Le président,  
J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2015/201813]

### Uittreksel uit arrest nr. 42/2015 van 26 maart 2015

Rolnummer : 5812

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 24 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, ingesteld door Serge Maucourant en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 januari 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 24 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 oktober 2013) door Serge Maucourant, Isabelle Jacquemin, Christine Bruyère, Claudine Snaps en Fatiha Ismaïli, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg en Mr. F. Belleflamme, advocaten bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Het ambt van provisor is een van de vijf « selectieambten » die een lid van het onderwijzend personeel dat zijn ambt uitoefent in een inrichting voor secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en op wie het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 « betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten » van toepassing is, kan uitoefenen (artikel 5, 2<sup>o</sup>, van dat decreet).

B.2.1. Artikel 8, eerste lid, van dat decreet bepaalt thans :

« Ieder lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend bestuurs- en hulppersonnel en van het paramedisch personeel dat vast benoemd is in het onderwijs van de Franse Gemeenschap in een ambt dat toegang geeft tot een selectieambt of een bevorderingsambt, houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een ambt dat toegang verschaft tot het betrokken bevorderingsambt of selectieambt alsook van het specifieke bekwaamheidsbewijs wanneer dit vereist is voor het selectieambt of het bevorderingsambt waarvan sprake, kan in dat ambt benoemd worden onder de volgende voorwaarden :

1° een ambt uitoefenen waarin ten minste de helft van het minimum aantal uren zijn begrepen vereist om een ambt met volledige dagtaak te vormen;

2° de volgende dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit tellen :

- voor de toegang tot een selectieambt, respectievelijk zes jaar en twee jaar;

- voor de toegang tot een bevorderingsambt, respectievelijk acht jaar en zes jaar;

3° geen tuchtstraf of intrekking van een hoger ambt opgelopen hebben tijdens de vorige vijf jaar. Er wordt echter geen rekening gehouden met deze bepaling, wanneer het personeelslid de vermelding 'gunstig' toegekend kreeg op het einde van het tweede stagejaar, zoals bedoeld in artikel 33, § 1, eerste lid, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

4° ten minste de vermelding 'goed' hebben gekregen op de laatste beoordelingsstaat;

[...];

6° titularis zijn van het brevet dat verband houdt met het te begeven ambt;

7° niet het voorwerp hebben uitgemaakt, in het in aanmerking genomen ambt, gedurende de laatste twee schooljaren, van een ongunstig verslag zoals bedoeld bij artikel 91*duodecies* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 ».

B.2.2. Artikel 12 van het decreet van 4 januari 1999 bepaalt thans :

« Om benoemd te worden in het selectieambt van provisor of onderdirecteur in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het ambt van leraar oude talen, van werkplaatsleider, van werkmeester, van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, ofwel in het ambt van onderdirecteur in het secundair onderwijs van de lagere graad, in het ambt van directeur in het secundair onderwijs van de lagere graad, ofwel in het ambt van leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar psychologie, pedagogie en methodologie, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk, begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, zij het in het secundair onderwijs van de lagere graad of in het secundair onderwijs van de hogere graad, of in de ene en de andere graad, ofwel in het ambt van studiemeester-opvoeder, studiemeester-opvoeder in een internaat, opvoeder-huismeester, directiesecretaris en bestuurder;

2° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1°;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau ».

B.2.3. Artikel 19*bis* van het decreet van 4 januari 1999 bepaalt thans :

« De brevetten van provisor of onderdirecteur, van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, worden uitgereikt na twee vormingssessies, die elk afgesloten worden met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord durven voeren, beslissingneming, animatie van de participatieraad, het beheersen van conflicten, onderhandelings technieken, technieken om het personeel te evalueren, leiding en motivatie van groepen, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners (oudersvereniging, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen enz.);

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen de materies inzake wetgeving en reglementering moeiteloos te beheersen alsook de ontwikkeling van de capaciteiten inzake administratief beheer ».

B.2.4. Artikel 28 van het decreet van 4 januari 1999 bepaalt thans :

« § 1. De Regering verzoekt ten minste om de twee jaar de houders van de brevetten die verband houden met de andere ambten dan deze bedoeld bij de artikelen 9, 13, 15 en 27 zich kandidaat te stellen, waarbij zij worden verzocht de inrichtingen waar zij wensen geaffecteerd te worden nader te bepalen. Deze kandidaten worden gerangschikt volgens hun dienstanciënniteit voor elke gekozen inrichting. Zij worden volgens de volgorde van die rangschikking aangesteld eerst in de vacante betrekkingen en bij gemis in andere beschikbare betrekkingen. De kandidaten mogen geen melding maken van de prioritaire volgorde onder de inrichtingen waar zij wensen geaffecteerd te worden.

Wanneer een titularis van het brevet zich niet kandidaat heeft gesteld voor een betrekking van het betrokken ambt in een inrichting, stelt de Regering een personeelslid aan van een inrichting van de Franse Gemeenschap dat voldoet aan de andere bij artikel 8 bedoelde voorwaarden.

Dat personeelslid krijgt voorrang op iedere andere kandidaat voor een selectieambt of een bevorderingsambt in bedoelde inrichting wanneer het titularis wordt van het brevet en voor zover de betrekking ondertussen niet werd toegewezen bij reffectatie of terugroeping in dienstactiviteit, wijziging van affectatie of aanstelling van een kandidaat titularis van het brevet dat verband houdt met het ambt. Het personeelslid bedoeld bij lid 4 heeft evenwel voorrang op het lid bedoeld in dit lid.

Wanneer de betrekking die bezet wordt door een personeelslid, houder van het brevet, bij reffectatie, terugroeping in dienstactiviteit of wijziging van affectatie toegekend wordt, of ook wanneer de titularis van de betrekking zijn functies hervat, dan wordt het betrokken personeelslid opnieuw in een betrekking geaffecteerd waarvoor het zich kandidaat heeft gesteld en heeft het lid voorrang op gelijk welke andere kandidaat.

Ingeval er verschillende titularissen van het brevet die overeenkomstig de bepalingen van lid 4 een onderbreking van hun affectatie hebben opgelopen, zich kandidaat voor dezelfde betrekking hebben gesteld, worden zij aangesteld volgens de volgorde van hun dienstanciënniteit.

Ieder personeelslid mag van zijn benoeming afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot het selectieambt of het bevorderingsambt. Ieder tijdelijk aangesteld personeelslid mag van zijn aanstelling op gelijk welk ogenblik afzien. In beide gevallen reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst en, behoudens behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden, zal het slechts voor een nieuwe affectatie aangesteld mogen worden indien het geantwoord heeft op een nieuwe oproep gericht overeenkomstig het eerste lid. De Regering kan, om de continuïteit in het selectieambt of het bevorderingsambt te verzekeren of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, de reïntegratie van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt met hoogstens 6 maanden uitstellen vanaf de datum van de indiening van de aanvraag van het personeelslid.

§ 2. De titularis van het promotiebrevet wordt op 1 januari benoemd in de betrekking die hij bezet indien de betrekking vacant is, onder voorbehoud dat het lid zich beschikbaar had verklaard voor een definitieve wijziging van affectatie in het kader van de procedure die in de maand oktober gestart werd.

De titularis van het selectiebrevet wordt op 1 juli benoemd in de betrekking die hij bezet indien de betrekking vacant is, onder voorbehoud dat het lid zich beschikbaar had verklaard voor een definitieve wijziging van affectatie in het kader van de procedure die in de maand januari gestart werd.

De titularis van het brevet die niet benoemd kan worden in de betrekking die hij bezet, kan zijn benoeming in een andere vacante betrekking aanvragen dan die waarin hij geaffecteerd is voor zover die betrekking noch bij re-affectatie of verandering van affectatie wordt toegewezen noch toegekend werd aan een andere titularis van het brevet ».

B.3.1. Artikel 21bis van het decreet van 4 januari 1999, ingevoegd bij artikel 74 van het decreet van 28 februari 2013 « houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs », bepaalde :

« § 1. In afwijking van artikel 21, worden de personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van directiesecretaris tijdelijk bekleeden, op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover zij, op de datum van de benoeming, voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4° in vast verband houder zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van directiesecretaris en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dat wervingsambt;

5° de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling naleven;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen.

Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

9° een betrekking bekleeden die op 1 september 2012 vacant was.

§ 2. De personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van opvoeder-huismeester of opvoeder belast met de comptabiliteit tijdelijk bekleeden, worden op 1 januari 2013 in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover zij op de datum van de benoeming, voldoen aan de volgende bepalingen :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4° in vast verband houder zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van huismeester-opvoeder of van opvoeder belast met de comptabiliteit en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dat wervingsambt;

5° de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling naleven;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen.

Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

9° een betrekking bekleeden die op 1 september 2012 vacant was.

10° een door de Regering georganiseerde specifieke vorming hebben gevolgd of verstrekt ».

B.3.2. In die laatste bepaling worden bij artikel 24 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 2013 « tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie » de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in paragraaf 1, 6°, worden de woorden ' overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 ' vervangen door de woorden ' overeenkomstig artikel 17 ' ;

2° in paragraaf 2, 6°, worden de woorden ' overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 ' vervangen door de woorden ' overeenkomstig artikel 17 ' ;

3° artikel 21bis wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

' § 3. In afwijking van artikel 19bis, worden de personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van onderdirecteur of provisor bekleeden, op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover ze op de datum van de benoeming voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten voldoen;

4° in vast verband titularis zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van onderdirecteur of provisor en houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dat wervingsambt;

5° aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling voldoen;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen. Die anciënniteit wordt overeenkomstig artikel 17 berekend;

7° geen van de volgende sancties hebben ondergaan : geschorst zijn, in non-activiteit gesteld zijn of ontslagen zijn bij tuchtmaatregel of ontzet zijn uit een ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel of het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

9° een betrekking bekleeden die op 1 september 2012 vacant is. ' ».

B.4. Uit de uiteenzetting van het verzoekschrift houdende het beroep tot vernietiging blijkt dat het Hof wordt ondervraagd over de bestaanbaarheid, met de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet, van artikel 21bis, § 3, 9°, van het decreet van 4 januari 1999, in zoverre die bepaling een verschil in behandeling doet ontstaan tussen twee categorieën van personen die op 1 september 2012 tijdelijk een ambt van provisor bekleedden: enerzijds, diegenen die een vacante betrekking bekleedden en, anderzijds, diegenen die een niet-vacante betrekking bekleedden.

De personen die tot de tweede categorie behoren, zouden door de bestreden bepaling het recht worden ontzegd om, met toepassing van artikel 21bis, § 3, van het decreet van 4 januari 1999, vanaf 1 januari 2013 in vast verband te worden benoemd.

B.5. Artikel 24, § 4, van de Grondwet bepaalt:

« Alle [...] personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoorden ».

B.6.1. De eerste twee paragrafen van artikel 21bis van het decreet van 4 januari 1999, aangehaald in B.3.1, zijn ontworpen als « overgangsmaatregelen » ten voordele van de zeer talrijke personeelsleden die, wegens het niet-organiseren van de vormingssessies en de proeven die voorafgaan aan het uitreiken van het brevet dat vereist is voor de uitoefening van het ambt dat zij sinds lang uitoefenen, dat brevet niet hebben kunnen behalen (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 453/1, p. 12; *ibid.*, nr. 453/3, p. 3). Die maatregelen hebben ten doel « die situaties te regulariseren » (*ibid.*, nr. 453/1, p. 12).

In het advies dat zij op 19 november 2012 heeft uitgebracht over het voorontwerp van decreet dat aan de oorsprong ligt van de eerste twee paragrafen van artikel 21bis van het decreet van 4 januari 1999, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State onder meer opgemerkt:

« Artikel 77 voorziet in overgangsmaatregelen voor benoemingen in vast verband in betrekkingen van directiesecretaris (ontworpen artikel 21bis, § 1) en betrekkingen van opvoeder-huismeester en opvoeder belast met de comptabiliteit (ontworpen artikel 21bis, § 2) maar niet voor benoemingen in betrekkingen van provisor en onderdirecteur, in tegenstelling met hetgeen is vermeld in de commentaar bij dat artikel. Op de vraag over die discordantie hebben de afgevaardigden van de minister bevestigd dat de provisors en de onderdirecteurs niet worden geraakt door de ontworpen overgangsmaatregelen. De commentaar bij het artikel zal in die zin worden aangepast en zou erbij winnen indien bovendien de redenen worden aangegeven waarom niet wordt voorzien in overgangsmaatregelen voor de titularissen van ambten van provisor of onderdirecteur ».

B.6.2. Artikel 21bis, § 3, van het decreet van 4 januari 1999, ingevoegd bij de bestreden bepaling, wordt eerst voorgesteld als een bepaling die « gevolg geeft » aan dat advies van de Raad van State (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 523/1, p. 14).

Het wordt vervolgens in de volgende bewoordingen becommentarieerd:

« Na analyse is het, vanuit de zorg om billijkheid, opportuun om te voorzien in een soortgelijke bepaling voor de provisors en de onderdirecteurs die hun ambt uitoefenen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Hetzelfde geldt voor de datum van inwerkingtreding van de thans voorliggende bepaling.

De planning die is aangenomen door de Vaste Bevoorderings- en Selectiecommissie ingesteld overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 4 januari 1999 maakt de organisatie van alle brevetten immers niet mogelijk. Rekening houdend met de wetskrachtige bepalingen ter zake, is de Franse Gemeenschap echter ertoe gehouden om de twee jaar een oproep tot selectie en bevordering te organiseren.

De thans voorliggende bepaling vormt alleen een uitzondering op de voorwaarde inzake opleiding. De andere voorwaarden die worden gesteld voor de benoeming in vast verband, zijn de gebruikelijk toegepaste voorwaarden » (*ibid.*, nr. 523/1, pp. 14-15).

De bevoegde minister wijst ook erop dat « de organisatie van proeven niet evident en duur is » (*ibid.*, nr. 523/3, p. 9).

B.7. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 21bis, § 3, van het decreet van 4 januari 1999 blijkt dat die bepaling ten doel heeft de situatie te regulariseren van personeelsleden die sinds lang een ambt uitoefenen zonder daarin te kunnen worden benoemd omdat zij, wegens het niet-organiseren van de vormingssessies en de proeven die voorafgaan aan de uitreiking van het vereiste brevet, geen houder zijn van dat brevet.

Daartoe worden personen die geen houder zijn van het brevet van provisor dat is vereist door de gecombineerde lezing van artikel 8, eerste lid, 6°, en van artikel 12 van het decreet van 4 januari 1999, in vast verband benoemd ten gevolge van artikel 21bis, § 3, van dat decreet.

B.8. Onder de personeelsleden die op 1 september 2012 sinds lang het ambt van provisor uitoefenden, maar die daarin niet konden worden benoemd omdat zij niet de mogelijkheid hadden om het vereiste brevet te behalen, bevinden zich zowel personen die tijdelijk een vacante betrekking bekleedden als personen die tijdelijk een beschikbare maar niet-vacante betrekking bekleedden.

Die laatsten zijn door de voorwaarde bepaald in artikel 21bis, § 3, 9°, van het decreet van 4 januari 1999 uitgesloten van het voordeel van de « overgangsmaatregel » die is aangenomen voor de provisors.

B.9. Noch in de parlementaire voorbereiding van het decreet van 28 februari 2013, dat de eerste twee paragrafen van artikel 21bis van het decreet van 4 januari 1999 invoegt, noch in die van het decreet van 17 oktober 2013, dat de derde paragraaf van dat artikel invoegt, wordt de reden aangegeven waarom de benoemingen in vast verband waarin bij dat artikel is voorzien, zijn voorbehouden aan de personeelsleden die een vacante betrekking bekleedden.

B.10. Een van de grote veranderingen ingevoerd bij het decreet van 4 januari 1999 betreft de « toewijzing van de betrekkingen » beschreven in artikel 28 van dat decreet (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1998-1999, nr. 274-1, pp. 3 en 8), dat het idee tot uitdrukking brengt dat « de enige rangschikking die in aanmerking dient te worden genomen die van de anciënniteit is », aangezien « het brevet ten doel heeft alle kandidaten die bekwaam zijn om de ambten uit te oefenen, en geen enkele andere, in aanmerking te nemen » (*ibid.*, nr. 274-1, pp. 3 en 8; *ibid.*, nr. 274-9, p. 4).

Het is dus niet onredelijk ervan uit te gaan dat, bij ontstentenis van proeven die bedoeld zijn om de bekwaamheden van de kandidaten voor een ambt na te gaan en het uitreiken van een brevet ten bewijze van die bekwaamheden mogelijk te maken, de ervaring verworven in de uitoefening van een ambt het mogelijk maakt die bekwaamheden te ontwikkelen en de realiteit van die bekwaamheden op een andere wijze aan te tonen.

B.11. Het verschil in behandeling dat voortvloeit uit artikel 21bis, § 3, 9°, van het decreet van 4 januari 1999 heeft nochtans onder meer tot gevolg de benoeming in vast verband op 1 januari 2013 te beletten van personen die, op 1 september 2012, sinds langere tijd dan personen die, op die datum, tijdelijk een vacante betrekking van provisor bekleedden, een niet-vacante betrekking van provisor bekleedden, zonder dat het bekleeden van die betrekking het gevolg is van een bewuste keuze van de persoon.

B.12. Rekening houdend met hetgeen in B.10 en B.11 is vermeld, kan de eventuele zorg om geen personeelsleden te benoemen in niet-vacante betrekkingen van provisor, evenmin het voordeel verantwoord dat bij de bestreden bepaling is voorbehouden aan de personen die op 1 september 2012 tijdelijk een vacante betrekking van provisor bekleedden.

B.13. In die context is het in B.8 beschreven verschil in behandeling zonder redelijke verantwoording.

B.14. Het middel is gegrond.

B.15. De vernietiging van artikel 21bis, § 3, 9°, van het decreet van 4 januari 1999 alleen zou echter als onmiddellijk gevolg hebben te leiden tot de benoeming in vast verband van een aantal personen in niet-vacante betrekkingen.

De volledige paragraaf 3 van artikel 21bis van dat decreet dient dus te worden vernietigd.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 21bis, § 3, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, zoals aangevuld bij artikel 24, 3°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 26 maart 2015.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/201813]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 42/2015 vom 26. März 2015

Geschäftsverzeichnisnummer 5812

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 24 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Oktober 2013 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pflicht- und Weiterbildungsunterricht, erhoben von Serge Maucourant und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 16. Januar 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. Januar 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 24 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Oktober 2013 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pflicht- und Weiterbildungsunterricht (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Oktober 2013): Serge Maucourant, Isabelle Jacquemin, Christine Bruyère, Claudine Snaps und Fatiha Ismaili, unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg und RA F. Belleflamme, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Das Amt als Provisor ist eines der fünf « Auswahlämter », die ein Mitglied des Lehrpersonals ausüben kann, das sein Amt in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten Lehranstalt für Sekundarunterricht ausübt und auf das das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 4. Januar 1999 « über die Beförderungs- und Auswahlämter » Anwendung findet (Artikel 5 Nr. 2 dieses Dekrets).

B.2.1. Artikel 8 Absatz 1 dieses Dekrets bestimmt nunmehr:

« Jedes Mitglied des Führungs- und Lehrpersonals und des Führungs- und Erziehungshilfspersonals und des paramedizinischen Personals, das endgültig im Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft in einem Amt ernannt ist, das Zugang zu einem Auswahlamt oder einem Beförderungsamt gewährt, und das im Besitz eines Befähigungsnachweises ist, der vorgeschrieben ist für die Ausübung eines Amtes, das Zugang zu dem betreffenden Beförderungs- oder Auswahlamt gewährt, sowie des spezifischen Befähigungsnachweises, wenn er für das betreffende Auswahl- oder Beförderungsamt vorgeschrieben ist, kann darin ernannt werden unter folgenden Bedingungen:

1. ein Amt ausüben, das wenigstens die Hälfte der erforderlichen Mindestanzahl Stunden umfasst, um ein Amt mit vollständigen Leistungen zu bilden;

2. folgendes allgemeines Dienstalder und Amtsalter aufweisen:

- für den Zugang zu einem Auswahlamt sechs Jahre beziehungsweise zwei Jahre;

- für den Zugang zu einem Beförderungsamt acht Jahre beziehungsweise sechs Jahre;

3. keine Disziplinarstrafe auferlegt bekommen haben und nicht Gegenstand eines Entzugs von höheren Ämtern während der letzten fünf Jahre gewesen sein, wobei jedoch diese Bestimmung nicht berücksichtigt wird, wenn dem Personalmitglied der Vermerk 'günstig' am Ende des zweiten Praktikumsjahres im Sinne von Artikel 33 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter erteilt worden ist;

4. wenigstens den Vermerk 'gut' im letzten Beurteilungsbericht erhalten haben;

[...];

6. im Besitz des Brevets sein, das dem zu vergebenden Amt entspricht;

7. in dem betreffenden Amt nicht während der letzten zwei Schuljahre einen ungünstigen Bericht im Sinne von Artikel 91*duodecies* des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 erhalten haben ».

B.2.2. Artikel 12 des Dekrets vom 4. Januar 1999 bestimmt nunmehr:

« Um in das Auswahlamt als Provisor oder Unterdirektor im Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft ernannt zu werden, müssen die Personalmitglieder:

1. entweder im Amt als Lehrkraft für alte Sprachen, als Leiter für Werkstattarbeiten, als Werkstattleiter, als Koordinator eines Zentrums für duale Ausbildung oder im Amt als Unterdirektor im Sekundarunterricht der Unterstufe oder im Amt als Direktor im Sekundarunterricht der Unterstufe oder im Amt als Lehrkraft für allgemein



bildenden Unterricht, als Lehrkraft für Moral, als Lehrkraft für Psychologie, Pädagogik und Methodologie, als Lehrkraft für Sonderunterricht, als Lehrkraft für technischen Unterricht, als Lehrkraft für Berufspraxis, als Lehrkraft für technischen Unterricht und Berufspraxis, als Begleiter eines Zentrums für duale Ausbildung, sei es im Sekundarunterricht der Unterstufe oder im Sekundarunterricht der Oberstufe oder in den beiden Stufen oder im Amt als Aufseher-Erzieher, als Aufseher-Erzieher in einem Internat, als Erzieher-Hausmeister, als Direktionssekretär und Verwalter ernannt sein;

2. im Besitz des erforderlichen Befähigungsnachweises für die Ausübung eines Amtes im Sinne von Nr. 1 sein;
3. im Besitz eines Befähigungsnachweises der höheren Stufe sein ».

B.2.3. Artikel 19*bis* des Dekrets vom 4. Januar 1999 bestimmt nunmehr:

« Die Brevets als Provisor oder Unterdirektor, als Unterdirektor im Sekundarunterricht der Unterstufe werden nach zwei Ausbildungsgängen, die jeweils durch eine getrennte Prüfung abgeschlossen werden, verliehen.

Der erste Ausbildungsgang soll bei den Bewerbern folgendes entwickeln:

1. soziale Kompetenz, insbesondere Personalführung: interne und externe Kommunikation, das Reden in der Öffentlichkeit, das Treffen von Entscheidungen, Animation des Mitbestimmungsrates, Konfliktmanagement, Verhandlungstechniken, Techniken zur Personalbewertung, Führung und Motivierung von Gruppen, Integration des erzieherischen Auftretens der externen Partner der Schule (Elternvereinigung, Jugendhilfedienst, Akademien, Vereinigungen, usw.);

2. der Erwerb einer Methode zur Bewertung des eigenen Handelns.

Der zweite Ausbildungsgang soll bei den Bewerbern die Fertigkeit entwickeln, mühelos die Rechtsvorschriften zu beherrschen sowie Fertigkeiten der Verwaltungsführung zu erwerben ».

B.2.4. Artikel 28 des Dekrets vom 4. Januar 1999 bestimmt nunmehr:

« § 1. Die Regierung bittet mindestens alle zwei Jahre die Inhaber der Brevets, die eine Verbindung zu den anderen Ämtern als denjenigen im Sinne der Artikel 9, 13, 15 und 27 aufweisen, ihre Bewerbung einzureichen und dabei anzugeben, welchen Einrichtungen sie zugeordnet werden möchten. Diese Bewerber werden für jede gewählte Einrichtung nach ihrem allgemeinen Dienstalter eingestuft. Sie werden gemäß der Reihenfolge dieser Einstufung eingestellt, zunächst in die freien Stellen und in deren Ermangelung in andere verfügbare Stellen. Die Bewerber dürfen keine vorrangige Reihenfolge der Einrichtungen angeben, denen sie zugeordnet werden möchten.

Wenn kein Brevetinhaber sich um eine Stelle des betreffenden Amtes in einer Einrichtung beworben hat, bestimmt die Regierung ein Personalmitglied einer Einrichtung der Französischen Gemeinschaft, das die anderen Bedingungen im Sinne von Artikel 8 erfüllt.

Dieses Personalmitglied erhält den Vorrang vor allen anderen Bewerbern für ein Beförderungsamts oder ein Auswahlamt in der betreffenden Einrichtung, wenn es das Brevet erlangt, und sofern die Stelle nicht inzwischen durch Neuordnung, Rückruf in die Diensttätigkeit, Änderung der Zuordnung oder Anstellung eines Bewerbers, der im Besitz des Brevets im Zusammenhang mit dem Amt ist, vergeben worden ist. Das Personalmitglied im Sinne von Absatz 4 hat jedoch Vorrang vor demjenigen im Sinne dieses Absatzes.

Wenn die Stelle, die durch ein Personalmitglied besetzt wird, das Inhaber des Brevets ist, durch Neuordnung, Rückruf in die Diensttätigkeit oder Änderung der Zuordnung vergeben wird, oder wenn der Inhaber der Stelle sein Amt wieder aufnimmt, wird das betreffende Personalmitglied wieder einer Stelle zugeordnet, um die es sich beworben hatte, dies vorrangig vor allen anderen Bewerbern.

Falls mehrere Brevetinhaber, die gemäß den Bestimmungen von Absatz 4 eine Unterbrechung ihrer Zuordnung erfahren haben, sich um dieselbe Stelle bewerben, werden sie in der Reihenfolge ihres allgemeinen Dienstalters angestellt.

Jedes Personalmitglied kann auf seine Ernennung verzichten innerhalb von 600 Tagen nach seinem ersten Antreten des Beförderungsamtes oder des Auswahlamtes. Jedes zeitweilig angestellte Personalmitglied kann jederzeit auf seine Anstellung verzichten. In beiden Fällen nimmt das Personalmitglied sein ursprüngliches Amt wieder endgültig ein und kann, abgesehen von ordnungsmäßig begründeten außerordentlichen Umständen, erst für eine neue Zuordnung bestimmt werden, nachdem es auf einen neuen Aufruf geantwortet hat, der gemäß Absatz 1 veröffentlicht wurde. Die Regierung kann zur Gewährleistung der Kontinuität im Auswahlamt oder im Beförderungsamts oder um eine Störung der Stabilität des pädagogischen Teams zu vermeiden, die Eingliederung des Personalmitglieds in sein ursprüngliches Amt um höchstens 6 Monate ab dem Antrag des Personalmitglieds verschieben.

§ 2. Der Inhaber des Beförderungsbrevets wird am 1. Januar in der von ihm besetzten Stelle ernannt, wenn diese frei ist, vorbehaltlich dessen, dass er für eine endgültige Abänderung der Zuordnung im Rahmen des im vorangegangenen Oktober eingeleiteten Verfahrens verfügbar war.

Der Inhaber des Auswahlbrevets wird am 1. Juli in der von ihm besetzten Stelle ernannt, wenn diese Stelle frei ist, vorbehaltlich dessen, dass er für eine endgültige Abänderung der Zuordnung im Rahmen des im vorangegangenen Januar eingeleiteten Verfahrens verfügbar war.

Der Inhaber des Brevets, der nicht in der Stelle ernannt werden kann, die er besetzt, kann seine Ernennung in einer anderen freien Stelle als derjenigen, der er zugeordnet wurde, beantragen, sofern diese Stelle weder durch Neuordnung noch durch Änderung der Zuordnung vergeben wird, noch bereits einem anderen Brevetinhaber zugeteilt wurde ».

B.3.1. Artikel 21*bis* des Dekrets vom 4. Januar 1999, eingefügt durch Artikel 74 des Dekrets vom 28. Februar 2013 « zur Festlegung verschiedener statutarischer Bestimmungen in Bezug auf den von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterricht », bestimmte:

« § 1. In Abweichung von Artikel 21 werden die Personalmitglieder, die am 1. September 2012 zeitweilig eine Stelle als Direktionssekretär besetzen, am 1. Januar 2013 endgültig in dieser Stelle ernannt und dieser Schule zugeordnet, insofern sie am Datum der Ernennung folgende Bedingungen erfüllen:

1. einen einwandfreien Leumund haben;
2. im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;
3. die Milizpflicht erfüllt haben;
4. endgültig Inhaber eines der Anwerbungsämter in Verbindung mit dem Amt als Direktionssekretär und im Besitz des erforderlichen Befähigungsnachweises für dieses Anwerbungsamt sein;
5. die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Sprachenregelung erfüllen;
6. ein allgemeines Dienstalter von 6 Jahren aufweisen.  
Dieses Dienstalter wird gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 berechnet;
7. nicht Gegenstand einer vorübergehenden Amtsenthebung aus disziplinarischen Gründen oder einer Entfernung aus der Tätigkeit aus disziplinarischen Gründen, des disziplinarischen Ausscheidens oder der Entlassung aus einem Amt als Mitglied des Führungs- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals oder des Verwaltungspersonals sein;

8. ein Amtsalter von 2 Jahren aufweisen, das gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 berechnet wird;

9. eine Stelle besetzen, die am 1. September 2012 frei war.

§ 2. Die Personalmitglieder, die am 1. September 2012 zeitweilig eine Stelle als Erzieher-Hausmeister oder mit der Buchführung beauftragter Erzieher besetzen, werden am 1. Januar 2013 endgültig ernannt und dieser Schule zugeordnet, insofern sie am Datum der Ernennung folgende Bedingungen erfüllen:

1. einen einwandfreien Leumund haben;

2. im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;

3. die Milizpflicht erfüllt haben;

4. endgültig Inhaber eines der Anwerbungsämter in Verbindung mit den Ämtern als Hausmeister-Erzieher oder als mit der Buchführung beauftragter Erzieher und im Besitz des erforderlichen Befähigungsnachweises für dieses Anwerbungsamt sein;

5. die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Sprachenregelung erfüllen;

6. ein allgemeines Dienstalter von 6 Jahren aufweisen.

Dieses Dienstalter wird gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 berechnet;

7. nicht Gegenstand einer vorübergehenden Amtsenthebung aus disziplinarischen Gründen oder einer Entfernung aus der Tätigkeit aus disziplinarischen Gründen, des disziplinarischen Ausscheidens oder der Entlassung aus einem Amt als Mitglied des Führungs- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals oder des Verwaltungspersonals sein;

8. ein Amtsalter von 2 Jahren aufweisen, das gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 berechnet wird;

9. eine Stelle besetzen, die am 1. September 2012 frei war.

10. eine durch die Regierung organisierte spezifische Ausbildung absolviert oder erteilt haben ».

B.3.2. In dieser letztgenannten Bestimmung werden durch Artikel 24 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Oktober 2013 « zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pflicht- und Weiterbildungsunterricht » die folgenden Abänderungen vorgenommen:

« 1. in Paragraph 1 Nr. 6 wird die Wortfolge ' gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 ' ersetzt durch die Wortfolge ' gemäß Artikel 17 ';

2. in Paragraph 2 Nr. 6 wird die Wortfolge ' gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 ' ersetzt durch die Wortfolge ' gemäß Artikel 17 ';

3. Artikel 21bis wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' § 3. In Abweichung von Artikel 19bis werden die Personalmitglieder, die am 1. September 2012 zeitweilig eine Stelle als Unterdirektor oder als Provisor bekleiden, am 1. Januar 2013 endgültig in dieser Stelle ernannt und dieser Schule zugeordnet, insofern sie am Datum der Ernennung folgende Bedingungen erfüllen:

1. einen einwandfreien Leumund haben;

2. im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;

3. die Milizpflicht erfüllt haben;

4. endgültig Inhaber eines der Anwerbungsämter in Verbindung mit dem Amt als Unterdirektor oder als Provisor und im Besitz des erforderlichen Befähigungsnachweises für dieses Anwerbungsamt sein;

5. die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Sprachenregelung erfüllen;

6. ein allgemeines Dienstalter von 6 Jahren aufweisen.

Dieses Dienstalter wird gemäß Artikel 17 berechnet;

7. nicht Gegenstand einer vorübergehenden Amtsenthebung aus disziplinarischen Gründen oder einer Entfernung aus der Tätigkeit aus disziplinarischen Gründen, des disziplinarischen Ausscheidens oder der Entlassung aus einem Amt als Mitglied des Führungs- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals oder des Verwaltungspersonals sein;

8. ein Amtsalter von 2 Jahren aufweisen, das gemäß den Artikeln 84 und 85 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 berechnet wird;

9. eine Stelle besetzen, die am 1. September 2012 frei war. ' ».

B.4. Aus der Darlegung in der Nichtigkeitsklageschrift geht hervor, dass der Gerichtshof zur Vereinbarkeit von Artikel 21bis § 3 Nr. 9 des Dekrets vom 4. Januar 1999 mit den Artikeln 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung befragt wird, insofern durch diese Bestimmung ein Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Personen eingeführt werde, die am 1. September 2012 zeitweilig ein Amt als Provisor bekleidet hätten: einerseits diejenigen, die eine freie Stelle besetzt hätten, und andererseits diejenigen, die eine nicht freie Stelle besetzt hätten.

Den zur zweiten Kategorie gehörenden Personen werde durch die angefochtene Bestimmung das Recht entzogen, in Anwendung von Artikel 21bis § 3 des Dekrets vom 4. Januar 1999 ab dem 1. Januar 2013 endgültig ernannt zu werden.

B.5. Artikel 24 § 4 der Verfassung bestimmt:

« Alle [...] Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen ».

B.6.1. Die in B.3.1 angeführten ersten zwei Paragraphen von Artikel 21bis des Dekrets vom 4. Januar 1999 sind als « Übergangsmaßnahmen » zugunsten sehr vieler Personalmitglieder gedacht, die wegen des Ausbleibens der Organisation von Ausbildungsgängen und von Prüfungen vor der Erteilung des Brevets, das für die Ausübung des Amtes erforderlich ist, das sie seit langem ausüben, dieses Brevet nicht haben erhalten können (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 453/1, S. 12; ebenda, Nr. 453/3, S. 3). Diese Maßnahmen dienen dazu, « diese Situationen zu regularisieren » (ebenda, Nr. 453/1, S. 12).

In ihrem Gutachten vom 19. November 2012 zum Vorentwurf des Dekrets, aus dem die ersten zwei Paragraphen von Artikel 21bis des Dekrets vom 4. Januar 1999 entstanden sind, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unter anderem angemerkt:

« In Artikel 77 sind Übergangsmaßnahmen für endgültige Ernennungen in Stellen als Direktionssekretär (Entwurf von Artikel 21bis § 1) und Stellen als Erzieher-Hausmeister und mit der Buchführung beauftragter Erzieher (Entwurf von Artikel 21bis § 2) vorgesehen, jedoch nicht für Ernennungen in Stellen als Provisor und Unterdirektor, im Gegensatz zu dem, was im Kommentar zu diesem Artikel angegeben ist. Auf die Frage zu dieser Abweichung haben die Vertreter der Ministerin bestätigt, dass die Provisoren und die Unterdirektoren nicht von den beabsichtigten Übergangsmaßnahmen betroffen seien. Der Kommentar zu dem Artikel wird in diesem Sinne angepasst, und es wäre vorteilhaft, wenn darin außerdem die Gründe angeführt würden, aus denen keine Übergangsmaßnahmen für die Inhaber von Ämtern als Provisor oder Unterdirektor vorgesehen sind ».

B.6.2. Der durch die angefochtene Bestimmung eingefügte Artikel 21bis § 3 des Dekrets vom 4. Januar 1999 wird zunächst als eine Bestimmung dargestellt, mit der diesem Gutachten des Staatsrates « Folge geleistet wurde » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 523/1, S. 14).

Er wurde anschließend mit folgenden Worten kommentiert:

« Nach einer Analyse ist es im Bemühen um Fairness opportun, eine ähnliche Bestimmung für die Provisoren und die Unterdirektoren vorzusehen, die in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterricht tätig sind. Das Gleiche gilt für das Datum des Inkrafttretens dieser Bestimmung.

Die Planung der Ständigen Beförderungs- und Auswahlkommission, die gemäß Artikel 22 des Dekrets vom 4. Januar 1999 eingesetzt wurde, ermöglicht nicht die Organisation aller Brevets. Unter Berücksichtigung der diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen ist die Französische Gemeinschaft jedoch verpflichtet, alle zwei Jahre einen Aufruf zur Auswahl und Beförderung zu organisieren.

Diese Bestimmung ist nur eine Ausnahme zur Ausbildungsbedingung. Die anderen vorgeschriebenen Bedingungen für die endgültige Ernennung sind gewöhnlich angewandte Bedingungen » (ebenda, Nr. 523/1, SS. 14-15).

Die zuständige Ministerin bemerkt auch, dass « die Organisation von Prüfungen nicht selbstverständlich und teuer ist » (ebenda, Nr. 523/3, S. 9).

B.7. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 21bis § 3 des Dekrets vom 4. Januar 1999 geht hervor, dass diese Bestimmung bezweckt, die Situation von Personalmitgliedern zu regularisieren, die seit langem ein Amt ausüben, ohne darin ernannt werden zu können, weil sie nicht im Besitz des vorgeschriebenen Brevets sind, da keine Ausbildungsgänge und Prüfungen vor der Verleihung dieses Brevets organisiert werden.

Hierzu werden Personen, die nicht im Besitz des Brevets als Provisor sind, das vorgeschrieben ist durch Artikel 8 Absatz 1 Nr. 6 in Verbindung mit Artikel 12 des Dekrets vom 4. Januar 1999, endgültig ernannt als Folge von Artikel 21bis § 3 dieses Dekrets.

B.8. Unter den Personalmitgliedern, die am 1. September 2012 seit langem das Amt als Provisor ausübten, darin jedoch nicht endgültig ernannt werden konnten, weil sie nicht die Möglichkeit hatten, das vorgeschriebene Brevet zu erlangen, sind sowohl Personen, die zeitweilig eine freie Stelle besetzten, als auch Personen, die zeitweilig eine verfügbare, aber nicht freie Stelle besetzten.

Die Letztgenannten sind aufgrund der in Artikel 21bis § 3 Nr. 9 des Dekrets vom 4. Januar 1999 vorgesehenen Bedingung vom Vorteil der « Übergangsmaßnahme », die für die Provisoren angenommen wurde, ausgeschlossen.

B.9. Weder in den Vorarbeiten zum Dekret vom 28. Februar 2013, mit dem die ersten zwei Paragraphen von Artikel 21bis des Dekrets vom 4. Januar 1999 eingefügt werden, noch in denjenigen zum Dekret vom 17. Oktober 2013, mit dem der dritte Paragraph dieses Artikels eingefügt wird, ist der Grund angegeben, aus dem die in diesem Artikel vorgesehenen endgültigen Ernennungen den Personalmitgliedern vorbehalten sind, die eine freie Stelle besetzten.

B.10. Eine der großen Änderungen, die durch das Dekret vom 4. Januar 1999 eingefügt wurden, betrifft die « Zuteilung der Stellen », die in Artikel 28 dieses Dekrets beschrieben ist (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1998-1999, Nr. 274-1, SS. 3 und 8); dieses ist Ausdruck der Überlegung, dass « die einzige Rangordnung, die zu berücksichtigen ist, diejenige des Dienstalters ist », weil « das Brevet dazu dient, alle Bewerber, die fähig sind, die Ämter auszuüben, und keine anderen zu berücksichtigen » (ebenda, Nr. 274-1, SS. 3 und 8; ebenda, Nr. 274-9, S. 4).

Es ist daher nicht unvernünftig, davon auszugehen, dass in Ermangelung von Prüfungen zur Feststellung der Befähigungen der Bewerber für ein Amt und zur Verleihung eines Brevets, mit dem diese Befähigungen belegt werden, die in der Ausübung eines Amtes erworbene Erfahrung es ermöglicht, diese Befähigungen zu entwickeln und deren Realität auf andere Weise nachzuweisen.

B.11. Der Behandlungsunterschied, der sich aus Artikel 21bis § 3 Nr. 9 des Dekrets vom 4. Januar 1999 ergibt, hat jedoch insbesondere zur Folge, dass die endgültige Ernennung am 1. Januar 2013 von Personen verhindert wird, die am 1. September 2012 seit längerer Zeit eine nicht freie Stelle als Provisor besetzten als Personen, die an diesem Datum zeitweilig eine freie Stelle als Provisor besetzten, ohne dass diese Beschäftigung das Ergebnis einer bewussten Entscheidung der Person war.

B.12. Unter Berücksichtigung des in B.10 und B.11 Erwähnten kann das etwaige Bemühen, Personalmitglieder nicht in nicht freie Stellen als Provisor zu ernennen, ebenfalls nicht den Vorteil rechtfertigen, der durch die angefochtene Bestimmung den Personen geboten wird, die am 1. September 2012 zeitweilig eine freie Stelle als Provisor besetzten.

B.13. In diesem Kontext entbehrt der in B.8 beschriebene Behandlungsunterschied einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.14. Der Klagegrund ist begründet.

B.15. Die Nichtigerklärung von Artikel 21bis § 3 Nr. 9 des Dekrets vom 4. Januar 1999 alleine hätte jedoch zur unmittelbaren Folge, zur endgültigen Ernennung einer gewissen Anzahl von Personen in nicht freie Stellen zu führen.

Daher ist der gesamte Paragraph 3 von Artikel 21bis dieses Dekrets für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 21bis § 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 4. Januar 1999 über die Beförderungs- und Auswahlämter, ergänzt durch Artikel 24 Nr. 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Oktober 2013 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pflicht- und Weiterbildungsunterricht, für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 26. März 2015.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
J. Spreutels